

Les leçons des anciens maires de gauche défaits



Léonore Moncond'huy, alors maire écologiste de Poitiers, le 24 février. JEAN-FRANÇOIS FORT/HANS LUCAS

Benoît Floc'h

Battus aux municipales, des édiles analysent les faiblesses de leur camp à l'approche de la présidentielle

Depuis deux mois, ils ont eu le temps de réfléchir. Ces anciens maires de gauche ont perdu les élections municipales des 15 et 22 mars. Et, alors que la présidentielle échauffe les esprits, de La France insoumise (LFI) à l'aile droite du Parti socialiste (PS), ils ont analysé leurs défaites, riches d'enseignements sur les défis que leur camp politique devra relever, d'ici au scrutin d'avril 2027.

Léonore Moncond'huy, maire écologiste de Poitiers entre 2020 et 2026, a encore un net souvenir du tournant de la campagne. Alors que celle du premier tour avait été « *apaisée* », se souvient-elle, celle du second « *a basculé dans l'irrationnel* » lorsqu'elle a annoncé s'allier avec LFI. De son point de vue, elle n'avait pas vraiment le choix. Arrivée en tête du premier tour avec un peu plus d'un quart des voix, l'élue a estimé qu'elle ne pourrait faire sans LFI, dont le candidat avait réuni 14,05 % des électeurs, pour battre Anthony Brottier, un centriste arrivé deuxième (23,90 %).

Sauf que le quatrième candidat, le socialiste François Blanchard (11,48 % des suffrages), a préféré se retirer avant le second tour, en demandant à ses électeurs d'empêcher LFI d'entrer au conseil municipal. Léonore Moncond'huy s'est trouvée coincée par « *un effet tenaille* » entre les deux extrémités de la gauche. « *Aucun argument n'a pu rassurer l'électorat de centre gauche, qui a exprimé un rejet virulent [de LFI], témoigne-t-elle. Il ne s'agissait pourtant que de 3 sièges sur 37 ! Il n'était pas question d'élire Jean-Luc Mélenchon maire de Poitiers... Mais il y a une incompatibilité entre les deux points cardinaux de la gauche.* » Et, d'ici à la présidentielle, cette « *peur réelle* » qui s'exprime « *doit être entendue* », prévient-elle. Il s'agit d'un élément qui a pesé dans de nombreuses villes. A Brest (Finistère) comme à Toulouse, la gauche rassemblée entre les deux tours était majoritaire en voix sur le papier. Mais cela n'a pas empêché son candidat de perdre face à un adversaire de droite en moins bonne posture.

A Saint-Brieuc, l'un des rares maires Place publique a pu, lui aussi, constater combien la division entraîne la démobilisation. Certes, affirme Hervé Guihard, « *le peuple de gauche est uni sur les questions de justice, de redistribution, de services publics et des grands sujets de l'égalité* ». Mais, sur la manière de faire, le clivage apparu sur la question de la conflictualité lui a semblé insurmontable. « *Lors des municipales, j'ai fait 33 % au premier tour, LFI 12 %, raconte-t-il. Pour le second tour, je suis donc allé*

chercher cet électorat. Mais je butais, non sur les idées, mais sur la façon de les mettre en œuvre. » D'un côté, raconte-t-il, on lui reprochait de « ne pas vouloir renverser la table ». « De l'autre, les gens refusaient la conflictualité, poursuit-il. C'est la question à se poser pour la présidentielle. »

« On se retire, ils attaquent »

Ici ou là, les plaies sont encore à vif. La communiste Michèle Picard, maire de Vénissieux (Métropole de Lyon) depuis 2009, a été battue de 25 voix par le candidat LFI, Idir Boumertit. Aux législatives de 2022, dit-elle, *« la circonscription a été donnée à LFI. Je me suis retirée. Quatre ans après, le député s'est présenté contre moi aux municipales. Les leçons, elles sont là : on se retire, ils attaquent »*. Toujours dans la Métropole de Lyon, la maire (PS) de Vaulx-en-Velin a, elle aussi, perdu face à un « insoumis ». Pour Hélène Geoffroy, la confrontation avec LFI a surtout montré ceci : *« Il faut qu'on soit au clair sur le projet que l'on veut incarner. »*

D'abord, sur le fond. Si l'ancien maire de Saint-Brieuc constate un consensus de gauche sur les grandes questions, Hélène Geoffroy, elle, a été confrontée à une nette différence d'approche. *« Ici, explique-t-elle, LFI nous accuse de "chasser les pauvres" pour gentrifier, alors que nous considérons que l'accession à la propriété des classes moyennes n'est pas contradictoire avec le logement social, et qu'il faut favoriser la mixité. »* Elle donne un autre exemple : *« LFI parle de "nouvelle France" et dévoie ainsi la créolisation, concept développé dans les outre-mer. Je pense que nous devons affirmer une République sociale, démocratique, laïque et métissée, pour compléter Jean Jaurès. C'est cela l'universalisme de la gauche et des socialistes. »*

Ensuite, sur la forme, Hélène Geoffroy a constaté que, pendant la campagne, les « insoumis » avaient *« martelé partout leur projet national »,* produisant *« une homogénéité de campagne qui a fonctionné. Alors que nous, socialistes, menions chacun la nôtre »*. Elle se réjouit que le PS soit en train de se doter d'un programme. *« Ça nous manque depuis longtemps »,* pense-t-elle. Mais il faudra en outre *« sortir du complexe "va-t-on douter de nos convictions de gauche ?" »,* note-t-elle, affirmant : *« Nous n'avons pas de leçon de gauche à recevoir. Nous sommes de gauche et nous avons des idées. »*

Il reste que l'« on ne peut pas non plus faire sans LFI » et qu'« il faut donc trouver une manière de réconcilier la gauche », met en garde Léonore Moncond'huy, qui ne cache pas son inquiétude à l'approche de la présidentielle. Le moyen d'y parvenir serait *« de recréer un espace de confiance à gauche »,* avance Hervé Guihard, pour qui *« le peuple de gauche n'est pas irréconciliable »*. *« Ils habitent dans les mêmes rues, s'engagent dans les mêmes associations, rappelle l'ancien maire de Saint-Brieuc. Il faut discuter à nouveau, sans être sous la coupe des partis. Ce sont les partis qui ont du mal à se parler. »*

Car, poursuit Hervé Guihard, *« en mettant le conflit au cœur de sa stratégie, Jean-Luc Mélenchon empêche le peuple de gauche de se réunir »*. *« Il mise sur le réflexe républicain anti-Rassemblement national »* de la gauche pour remporter la présidentielle, analyse Léonore Moncond'huy. *« Mais ça ne suffira pas, ajoute-t-elle. Il ne pourra pas gagner sans obtenir la confiance du centre gauche. Et j'ai constaté, à Poitiers, la virulence du rejet. Beaucoup de maires écolos l'ont vu aussi dans leur ville. »*

L'ancienne édile écologiste insiste : la fracturation de la gauche n'est cependant pas le seul défi auquel la gauche sera confrontée d'ici à la présidentielle. De fait, les maires qui ont perdu n'ont-ils pas sous-estimé certains sujets, au premier rang desquels la sécurité, alors que le narcotrafic s'est implanté partout sur le territoire ? Battu à Clermont-Ferrand, le socialiste Olivier Bianchi avoue sa perplexité. Au cours de ses deux mandats, il a pris de nombreuses mesures, dit-il : augmentation du nombre de policiers municipaux, création d'un nouveau commissariat, mise en place d'une brigade de soirée, convention avec l'Etat... Or, constate-t-il, dépité, *« le sentiment des habitants a été celui de l'inaction »,* car il a refusé d'équiper les policiers d'armes létales, en rappelant le rôle régalien de l'Etat en la matière.

« Défaite idéologique »

Résultat ? *« Une défaite idéologique sur l'imaginaire »,* soupire-t-il. *« Face aux slogans simplistes des droites, la tentative de rendre la complexité des approches par la gauche n'a pas fonctionné, se désole Olivier Bianchi. C'est la leçon à retenir de la politique au temps des populismes, sujet qui va évidemment se poser à la présidentielle. »*

Maryvonne Roux l'a d'ailleurs bien constaté à Vierzon (Cher). Candidate de gauche désignée pour succéder à la communiste Corinne Ollivier, elle a perdu face au candidat d'extrême droite, Yannick

Le Roux. *« On voyait bien leurs résultats en constante progression. Mais on ne les a pas vus venir »,* reconnaît-elle, soulignant la vitesse à laquelle l'extrême droite a conquis le pouvoir à Vierzon.

« Ils sont hyper bien organisés, a observé Maryvonne Roux. Ils ont sélectionné un candidat qui présente bien, sorti de nulle part, préparé et formaté sur un sujet, un seul : la sécurité. » En face, la gauche *« n'a pas été assez performante sur la communication, pour expliquer l'intérêt de ce qu'on mettait en place »,* admet-elle. Et d'évoquer le bilan de la maire communiste : rénovation du réseau de chaleur urbain, des écoles, développement des services publics. *« Mais peut-être que le citoyen lambda ne s'y retrouve pas, s'interroge Maryvonne Roux. Les gens sont focalisés sur leurs propres problèmes. L'intérêt général, ils n'en ont plus rien à faire. »*